

# DAVID DE ROTHSCHILD

Président, Rothschild

**Nicolas Barré, directeur délégué de la rédaction, *Les Echos***

David de Rothschild, maybe you could share some of your thoughts on financial reforms with us.

**David de Rothschild, président, Rothschild**

L'industrie bancaire est confrontée à des défis liés à la gouvernance et à l'économie mondiale. J'appartiens à cette catégorie très populaire de banquiers privés européens. Je voudrais poursuivre sur le même sujet et vous livrer rapidement quelques commentaires.

Tout d'abord, comme l'ont dit les précédents intervenants, nous avons fait beaucoup de chemin et le plus gros de la crise est désormais derrière nous. Les banques ont traversé d'incroyables épreuves depuis 2008. La plupart sont derrière nous et les gouvernements, les régulateurs et l'industrie elle-même se sont employés à réduire le facteur de risque entourant les banques. Les banques protègent les déposants, les créanciers et les contribuables. Espérons qu'elles soient toujours en mesure de financer l'économie, fonction importante s'il en est des banques.

Beaucoup de choses ont été faites en termes de modifications structurelles des banques et en termes de gouvernance. Je ne voudrais pas être trop ennuyeux ou trop technique, mais je tiens à souligner un élément essentiel : le changement du ratio de solvabilité signifie que les banques doivent disposer d'un capital beaucoup plus important. Le ratio de liquidité a changé, ce qui implique que les banques doivent être mieux financées, avec un financement à plus long terme. Il est donc probable que le financement soit un peu plus coûteux à l'avenir. Le ratio de levier a changé, ce qui signifie que les bilans doivent être moins gros. Lorsque Lehman a fait faillite, le levier se situait entre 30 et 40. Les Américains ont fixé un ratio de levier à 5%, autrement dit 20 fois les fonds propres en termes de bilan. Il s'agit là d'un changement fondamental.

En termes de gouvernance, nous vivons un moment historique avec la mise en place de deux nouvelles initiatives dans la Zone euro. La supervision centralisée est une excellente initiative car la personne qui va assurer cette supervision est une Française remarquable qui s'appelle Madame Nouy. Tous ceux qui évoluent dans le secteur de la finance la connaissent bien et je pense qu'elle va accomplir un excellent travail. Il est extrêmement important d'harmoniser le contrôle car nous avons vu de nombreuses contradictions par le passé concernant les régulateurs et leur approche à l'égard des banques.

Si l'on en croit les récents articles de presse, nous allons assister d'ici la fin de l'année à un nouveau pas vers l'union bancaire. L'union bancaire implique la mise en place d'un mécanisme de résolution pour gérer les banques qui sont en difficultés. Il y aura une approche unifiée. Manifestement, les actionnaires seront touchés et c'est normal. Les créanciers aussi seront touchés, ce qui est nouveau. Les déposants dont les dépôts sont inférieurs à 100 000 € seront protégés, mais les autres déposants pourraient être touchés à un moment donné. Enfin, les gouvernements, autrement dit les contribuables, seront touchés.

Tout ceci est positif. Est-ce que cela rétablira la confiance dans les banques et la crédibilité de l'industrie bancaire ? Je suppose que oui. Des questions doivent être soulevées car il ne suffit pas de décrire les choses, il faut aussi s'interroger sur les conséquences. Tout d'abord, il convient de rappeler que la rentabilité du secteur bancaire avant 2008, j'entends par là la rentabilité des fonds propres, se situait quelque part entre 15% et 25%. Elle se situera désormais dans une fourchette de 8 à 12% pour les meilleures performances. Compte tenu des contraintes imposées à l'industrie, la rentabilité est en recul.

Deux constats se dégagent. Si on considère la banque comme un service public, on peut dire qu'avec une rentabilité de 9, 10 ou 12%, c'est un bon investissement. Donc, lorsque les banques voudront se développer et augmenter leur

capital, elles trouveront des capitaux car elles sont saines. Si on considère qu'une banque présente une forte composante risque, on peut dire que cette rentabilité n'est pas suffisante. Un problème de développement des banques pourrait se poser dorénavant en termes d'augmentation de capital.

La deuxième question est directement liée aux conséquences de tous ces changements. Les banques peuvent-elles assurer correctement leur fonction de prêt pour alimenter la croissance ? Il est très difficile de répondre rapidement à cette question. Dans certains pays, la réponse serait non et dans d'autres pays, oui. Certaines banques sont dans une position idéale, d'autres non. C'est une question difficile mais qui va se poser pendant un certain temps. La réponse courte est oui, mais il faudra vérifier une ou deux choses sur la durée.

L'année 2014 verra une nouvelle série de tests de résistance et une nouvelle évaluation de la qualité des actifs. Je pense donc que, d'ici fin 2014, nous aurons un environnement plutôt stable. Cela signifie que le secteur bancaire, qui a déjà fait l'objet d'une régulation, est très fortement régulé. Il n'y a rien de mal au fait d'être régulé, mais une autre question se pose, celle du rôle important du *shadow banking* (système bancaire parallèle). Le *shadow banking* est quelque chose de très respectable. Il s'agit tout simplement d'un système bancaire qui n'est pas régulé et dans lequel beaucoup de choses intéressantes se produisent en termes de finance.

Vous diriez qu'il est nécessaire de réguler le *shadow banking*. Je pense pour ma part qu'une régulation excessive n'est jamais synonyme de prospérité économique. Par ailleurs, il est extrêmement difficile de trouver le juste équilibre entre trop et trop peu de régulation. Si vous allez trop loin dans la régulation, vous risquez d'avoir un transfert de talents du secteur régulé vers le secteur non régulé. Cela affaiblira donc le secteur bancaire tel que nous le définissons.

Nous traversons une période intéressante. C'est Pascal Lamy l'expert, et il est toujours stupide de faire des commentaires devant un expert, mais la question pour l'Europe est de savoir s'il y a trop ou trop peu de régulation. Je pense que la réponse est mitigée. Il y a de trop nombreux domaines dont on préférerait que l'Europe ne s'occupe pas, et certains facteurs clés de convergence qu'on souhaiterait voir en place afin d'avoir une meilleure Europe. Nous sommes au milieu de la rivière et nous ne pouvons pas revenir sur nos pas, nous devons donc être plus Européens et avoir une meilleure Europe. Je pense que ce qui se passe actuellement dans le secteur bancaire s'inscrit dans le projet d'une Europe mieux organisée, d'une meilleure Europe.

Depuis 2008, le marché général des fusions - acquisitions a chuté de 25-30%. Ce n'est qu'une mesure parmi tant d'autres, mais une mesure tout de même. Elle montre que les dirigeants sont plus prudents et craignent de payer trop cher. Ils ne veulent pas vendre à trop bas prix et ne sont pas sûrs de trouver exactement le financement dont ils ont besoin. Toutefois nous commençons à voir un peu de lumière au bout du tunnel. Merci pour votre invitation Thierry. C'est un honneur pour moi d'être ici.